



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1996/58
29 mai 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1996
New York, 24 juin-26 juillet 1996
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé
de l'examen des dispositions relatives aux consultations avec
les organisations non gouvernementales

I. ORGANISATION DE LA SESSION

A. Ouverture et durée de la session

1. Le Groupe de travail à composition non limitée chargé de l'examen des dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales, constitué par la résolution 1993/80 du Conseil économique et social, a tenu sa troisième session les 10 à 23 janvier et 3 mai 1996 au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Il a tenu cinq séances et plusieurs réunions de rédaction officielles.

B. Ordre du jour et organisation des travaux

2. Le Groupe de travail a adopté, à sa 1re séance (10 janvier), l'ordre du jour provisoire ci-après (E/AC.70/1996/1) :

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Examen général des dispositions régissant les consultations avec les organisations non gouvernementales.
3. Adoption du rapport sur les travaux de la troisième session.

C. Participation

3. Ont participé à la session les représentants des États ci-après : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica,

* E/1996/100.

Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Grèce, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Japon, Kenya, Malaisie, Malawi, Malte, Maroc, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Venezuela, Viet Nam.

4. L'UNESCO était représentée.

5. Les organisations non gouvernementales ci-après, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, étaient représentées :

Catégorie I

American Association of Retired Persons
Association soroptimiste internationale
Confédération internationale des syndicats libres
Conseil international des femmes
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et intellectuel
Société internationale pour le développement

Catégorie II

Amnesty International
Conférence des femmes de l'Inde
Fédération internationale des centres sociaux et communautaires
Fédération luthérienne mondiale
Internet droits de l'homme
National Aboriginal and Islander Legal Services Secretariat
Service international pour les droits de l'homme
World Federalist Movement

Liste

Conseil canadien pour la coopération internationale (Commission du développement durable)
Third World Network
World Economy, Ecology and Development Association (Commission du développement durable)

6. Étaient également représentées les organisations non gouvernementales suivantes :

Carter Centre
Citizens Network for Sustainable Development
Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social
Cordillera Women's Education and Resource Center
Country Women Association of Nigeria (COWAN)

Groupe d'organisations non gouvernementales allemandes s'occupant des questions d'environnement et de développement
Institut brésilien d'analyse économique et sociale
Instituto del Tercer Mundo ((Third World Network)
Pacific Concerns Resource Centre
United Nations Environment and Development - UK Committee

D. Documentation

7. Le Groupe de travail disposait des documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire annoté (E/AC.70/1996/1);
- b) Récapitulation des propositions émises à la deuxième session (E/1995/83/Add.1);
- c) Communication de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie I) auprès du Conseil économique et social (E/AC.70/1996/NGO/1);
- d) Communications de plusieurs organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif : Fonds mondial pour la nature international (catégorie I); Société antiesclavagiste pour la protection des droits de l'homme, Coalition internationale Habitat, Commission internationale de juristes, Service international pour les droits de l'homme, Lawyers Committee for Human Rights, Netherlands Organization for International Development Cooperation, OXFAM (Royaume-Uni et Irlande), Service, paix et justice en Amérique latine, Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (catégorie II); Forum culturel asiatique sur le développement, Mouvement international contre le racisme et la discrimination raciale, Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (Liste) (E/AC.70/1996/NGO/2).

II. EXAMEN GÉNÉRAL DES DISPOSITIONS RÉGISSANT LES CONSULTATIONS
AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

8. Le Groupe de travail a examiné le point 2 de l'ordre du jour à ses 1re à 4e séances (10, 16, 19, 23 janvier 1996).

9. M. Jean-Marie Kacou Gervais (Côte d'Ivoire), Vice-Président du Conseil économique et social, qui présidait les consultations officielles, a fait une déclaration liminaire (1re séance, 10 janvier).

10. Deux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (catégorie II) - Fédération luthérienne mondiale et Service international pour les droits de l'homme - ont fait des déclarations (1re séance).

11. Le représentant de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social a fait une déclaration (2e séance, 16 janvier).

12. Des déclarations ont été faites (2e séance) par des organisations non gouvernementales du statut consultatif auprès du Conseil économique et social : Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, Confédération internationale des syndicats libres (catégorie I), World Federalist Movement (catégorie II).

13. Des déclarations ont été faites (2e séance) par des organisations non gouvernementales accréditées auprès de la Commission du développement durable : Cordillera Women's Education and Resource Center, Instituto del Tercer Mundo, Pacific Concerns Resource Centre.

14. Le Président des consultations officieuses a fait le point de ces consultations tenues par le groupe de rédaction (3e séance, 19 janvier).

15. Des déclarations ont été faites (3e séance) par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social : Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel (OISCA International), Association soroptimiste internationale (catégorie I); Fédération internationale des centres sociaux et communautaires (catégorie II); Institut brésilien d'analyse économique et sociale (Liste).

16. Country Women Association of Nigeria (COWAN), organisation non gouvernementale accréditée auprès du Sommet mondial pour le développement social, a fait une déclaration (3e séance).

17. Le Président du Groupe de travail a fait une déclaration (3e séance).

18. Le Président des consultations officieuses a fait le point de ces consultations menées par le groupe de rédaction (4e séance, 23 janvier).

19. Le Président du Groupe de travail a fait une déclaration (4e séance).

20. Par la suite, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Costa Rica (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), Italie (au nom des États de l'Union européenne), États-Unis d'Amérique, Canada, Mexique, Cuba, Japon, Égypte, République arabe syrienne.

21. Le Directeur de la Division de la coordination des politiques et des affaires du Conseil économique et social (Secrétariat) et le Secrétaire du Conseil ont également fait des déclarations.

III. ADOPTION DU RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA TROISIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL

22. Le Groupe de travail a adopté (4e séance, 23 janvier) le projet de rapport sur les travaux de sa troisième session (E/AC.70/1996/L.1).

23. L'observateur de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social a fait une déclaration (4e séance).

24. Le Président du Groupe de travail a fait une déclaration (5e séance, 3 mai).

25. Le Groupe de travail a entendu (5e séance) des déclarations des représentants des pays suivants : Costa Rica (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), Fédération de Russie, Cuba, Mexique, Philippines, Inde, Italie (au nom de l'Union européenne), Côte d'Ivoire, République arabe syrienne, Kenya, Pays-Bas, Chine, Soudan, Canada, République de Corée, Algérie, République islamique d'Iran, États-Unis d'Amérique, Pakistan.

26. Le Directeur de la Division de la coordination des politiques et des affaires du Conseil économique et social (Département de la coordination des politiques et du développement durable) a fait une déclaration et répondu aux questions (5e séance).

27. Le Groupe de travail a adopté, sur proposition du Président, la décision orale ci-après (5e séance) :

Le Groupe de travail à composition non limitée chargé de l'examen des dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales décide de transmettre au Conseil économique et social réuni pour sa session de fond de 1996 le texte qu'il est chargé d'établir tel qu'il a pu être négocié jusqu'à présent (voir annexe). Le Groupe de travail décide en outre que l'ensemble de ses travaux sera présenté au Conseil ad referendum.

28. Le représentant du Soudan a fait une déclaration après l'adoption de cette décision.

Annexe

RELATIONS AUX FINS DE CONSULTATIONS ENTRE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES¹

Le Conseil économique et social,

Rappelant l'Article 71 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant sa résolution 1993/80 du 30 juillet 1993, dans laquelle il demandait qu'il soit procédé à un examen général des dispositions devant régir les consultations avec les organisations non gouvernementales, en vue d'actualiser si nécessaire sa résolution 1296 (XLIV) du 23 mai 1968 et d'harmoniser les règles applicables à la participation des organisations non gouvernementales aux conférences internationales convoquées par l'Organisation des Nations Unies, et que soient étudiés les moyens d'améliorer les dispositions pratiques concernant les travaux du Comité chargé des organisations non gouvernementales et de la Section des organisations non gouvernementales, au Secrétariat,

Rappelant également sa décision 1995/304 du 26 juillet 1995,

Réaffirmant la nécessité de prendre en considération toute la diversité des organisations non gouvernementales aux niveaux national, régional et international,

Reconnaissant l'ampleur des compétences des organisations non gouvernementales et les moyens dont ces organisations disposent pour appuyer l'Organisation des Nations Unies dans ses travaux,

Tenant compte des changements survenus dans le secteur non gouvernemental, notamment de l'émergence d'un grand nombre d'organisations nationales et régionales,

Invitant les organes directeurs des organismes compétents des Nations Unies à considérer les principes et pratiques qu'ils suivent en matière de consultations avec les organisations non gouvernementales, et à prendre s'il y a lieu les dispositions voulues pour unifier ces principes et pratiques en se basant sur la présente résolution,

Approuve les dispositions ci-après, qui mettent à jour les dispositions de sa résolution 1296 (XLIV), en date du 23 mai 1968.

¹ Le texte reproduit ici est tel qu'il avait été négocié à la date du 3 mai 1996. Les énoncés encore à l'étude sont en caractère gras.

DISPOSITIONS RÉGISSANT LES CONSULTATIONS AVEC
LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Première partie

PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS
AUX FINS DE CONSULTATIONS

Les principes ci-après régissent l'établissement des relations consultatives avec les organisations non gouvernementales aux fins de consultations :

1. L'organisation doit exercer son activité dans des domaines relevant de la compétence du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et ayant un rapport avec les questions de portée internationale qui se posent en matière économique, sociale, culturelle, scientifique, technique, d'environnement, d'éducation ou de santé publique et dans des domaines apparentés, ou avec les questions humanitaires ou relatives aux droits de l'homme.

1.1. Toutes les instances des Nations Unies, non seulement les organismes mais aussi les conférences, et non seulement celles qui étudient les problèmes économiques ou sociaux, la question d'une croissance économique soutenue ou la question du développement durable, mais également celles qui traitent de questions de désarmement, de finance, de commerce, de droit ou de questions humanitaires ou relatives aux droits de l'homme, devraient associer les organisations non gouvernementales à leurs travaux.

2. Les buts et objectifs de l'organisation doivent être conformes à l'esprit, aux fins et aux principes de la Charte des Nations Unies.

3. L'Organisation doit s'engager à soutenir l'Organisation des Nations Unies dans son oeuvre et à faire connaître les principes et les activités des Nations Unies tandis qu'elle poursuit ses buts et objectifs et agit selon sa vocation et dans son champ de compétence et d'activité.

3.1. Sauf indication contraire, le terme "organisation" s'entend des organisations non gouvernementales de caractère national, sous-régional, régional ou international.

3.2. Des relations aux fins de consultations peuvent être établies conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes et critères établis en vertu de la présente résolution, avec des organisations internationales, régionales, sous-régionales ou nationales. En examinant les demandes de statut consultatif, le Comité chargé des organisations non gouvernementales devrait autant que possible admettre des organisations de toutes les régions, en particulier de pays en développement, afin de favoriser un juste équilibre géographique et de permettre aux organisations du monde entier d'apporter véritablement leur contribution. Le Comité doit aussi considérer tout spécialement les organisations qui ont des compétences ou une expérience particulière que le Conseil économique et social pourrait mettre à profit.

3.3. Il conviendrait d'encourager les organisations non gouvernementales de pays en développement à participer davantage aux conférences internationales convoquées par l'Organisation des Nations Unies.

3.3 bis. Il conviendrait d'encourager la participation des organisations non gouvernementales de pays en transition économique.

3.4. Une organisation régionale, sous-régionale ou nationale, en particulier une organisation affiliée à une organisation de caractère international déjà dotée du statut consultatif, peut obtenir le statut consultatif à condition qu'elle puisse prouver que son programme de travail a un rapport direct avec les buts et objectifs de l'Organisation des Nations Unies et, s'il s'agit d'une organisation nationale, après consultation de l'État Membre intéressé. Les vues de cet État Membre sont communiquées à l'organisation, laquelle doit avoir la possibilité d'y répondre par le canal du Comité chargé des organisations non gouvernementales.

4. L'organisation doit avoir une réputation établie dans le domaine particulier auquel elle se consacre, ou être représentative. Les organisations qui ont des objectifs, des intérêts et des conceptions semblables dans un domaine donné peuvent, aux fins de consultations avec le Conseil, constituer un comité mixte ou tout autre organe autorisé à tenir ces consultations au nom de l'ensemble du groupe.

5. L'organisation doit avoir un siège reconnu et un chef administratif. Elle doit avoir un acte constitutif, dont un exemplaire sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, adopté selon les principes démocratiques et disposant que la politique de l'organisation doit être arrêtée par une conférence, une assemblée ou tout autre organe représentatif, devant lequel un organe exécutif doit être responsable.

6. L'organisation doit avoir qualité pour parler au nom de ses membres par l'intermédiaire de ses représentants autorisés. Elle doit pouvoir faire la preuve de cette qualité si la demande lui en est faite.

7. L'organisation doit avoir des organes représentatifs et avoir mis en place les rouages qui conviennent pour répondre de son action devant ses membres, qui doivent pouvoir exercer une autorité effective sur ses orientations et activités en disposant du droit de vote ou d'un autre mode de décision démocratique et transparent. Aux fins des présentes dispositions générales, est considérée comme une organisation non gouvernementale une organisation qui n'a pas été constituée par une entité publique ou par voie d'un accord intergouvernemental, même si elle accepte des membres désignés par les autorités publiques mais à condition que la présence de tels membres ne nuise pas à sa liberté d'expression.

8. Les principaux moyens financiers de l'organisation doivent provenir essentiellement des cotisations de ses affiliés ou éléments constitutifs nationaux ou des contributions des particuliers membres de l'organisation. Lorsque l'organisation reçoit des contributions volontaires, le montant et l'origine exacts de ces contributions doivent être indiquées au Comité chargé des organisations non gouvernementales. Si toutefois le principe énoncé

ci-dessus n'est pas observé et si l'organisation tire ses moyens financiers d'autres sources que celles spécifiées ci-dessus, elle doit expliquer, de manière qui satisfasse le Comité, les raisons pour lesquelles elle ne s'est pas conformée aux principes énoncés dans le présent paragraphe. Toute contribution financière ou autre soutien que l'organisation reçoit, directement ou indirectement, d'un gouvernement doit être ouvertement déclaré au Comité, par l'intermédiaire du Secrétaire général, intégralement consigné dans les états financiers et autres documents de l'organisation et affecté à des fins conformes aux buts des Nations Unies.

9. [Supprimé. Variantes 1 et 2 dans E/1995/83/Add.1 également supprimées.]

10. [Supprimé]

11. Lorsqu'il envisage l'établissement de relations aux fins de consultations avec une organisation non gouvernementale, le Conseil économique et social détermine si le domaine d'activité de l'organisation coïncide entièrement ou en grande partie avec le domaine de compétence d'une institution spécialisée et si l'organisation peut ou non être admise lorsqu'il existe ou pourrait exister entre elle et une institution spécialisée des relations aux fins de consultations.

11.1. L'octroi, la suspension et le retrait du statut consultatif, de même que l'interprétation des normes et décisions à ce sujet, sont exclusivement du ressort des États Membres, qui exercent cette prérogative par l'intermédiaire du Conseil économique et social et du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Une organisation non gouvernementale qui demande le statut consultatif général ou spécial ou son inscription sur la Liste doit avoir la possibilité de répondre à toute objection que peut soulever le Comité avant de prendre sa décision.

11.2. Les dispositions de la présente résolution s'appliquent mutatis mutandis aux commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies et à leurs organes subsidiaires.

11.3. [Supprimé]

11.4. [Reporté en substance au dernier alinéa du préambule du projet de résolution]

11.5. En raison du caractère évolutif des relations de l'Organisation des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales, le Conseil économique et social peut envisager de revoir s'il y a lieu, en consultant le Comité chargé des organisations non gouvernementales, les dispositions régissant les consultations dans un sens qui favorise une contribution optimale des organisations non gouvernementales aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.

Deuxième partie

PRINCIPES RÉGISSANT LA NATURE DES RELATIONS AUX FINS DE CONSULTATIONS

12. La Charte des Nations Unies établit une distinction nette entre la participation sans droit de vote aux délibérations du Conseil économique et social et les consultations. Les Articles 69 et 70 n'accordent le droit de participation qu'aux États non membres du Conseil et aux institutions spécialisées. L'Article 71, qui s'applique aux organisations non gouvernementales, ne prévoit que des consultations avec ces organisations. Cette distinction, introduite à dessein dans la Charte, est fondamentale et les dispositions régissant les consultations ne devraient pas accorder aux organisations non gouvernementales les mêmes droits de participation qu'aux États non membres du Conseil et aux institutions spécialisées appelés à travailler avec l'Organisation des Nations Unies.

13. Les relations établies aux fins de consultations ne doivent pas être de nature à surcharger le Conseil ou à le faire sortir de la fonction que lui assigne la Charte, qui est de coordonner les programmes et leur exécution, pour le transformer en tribune ouvert à tous les débats.

14. Les décisions concernant les relations aux fins de consultations doivent s'inspirer du principe que ces relations ont pour but, d'une part, de permettre au Conseil ou à l'un de ses organes d'obtenir des renseignements ou des avis autorisés de la part d'organisations ayant une compétence spéciale sur les questions au sujet desquelles les consultations sont envisagées et, d'autre part, de donner aux organisations de caractère international, régional, sous-régional ou national qui représentent d'importants secteurs de l'opinion publique la possibilité de faire connaître le point de vue de leurs membres. En conséquence, les dispositions prises en vue de consultations avec une organisation doivent valoir uniquement pour les questions qui relèvent de la compétence particulière de cette organisation ou auxquelles elle s'intéresse spécialement. Le statut consultatif ne devrait être accordé qu'aux organisations qui, du fait des activités qu'elles exercent dans les domaines spécifiés au paragraphe 1 ci-dessus, sont en mesure d'apporter une contribution importante aux travaux du Conseil, le but étant, en définitive, d'assurer autant que possible, de façon équilibrée, la représentation des principaux points de vue ou intérêts dans le domaine considéré, tels qu'ils existent partout dans le monde.

Troisième partie

ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS AUX FINS DE CONSULTATIONS

15. Pour établir des relations avec une organisation aux fins de consultations, il est tenu compte de la nature et du champ des activités de cette organisation et du concours qu'elle est susceptible d'apporter au Conseil économique et social ou à ses organes subsidiaires lorsqu'ils exercent les fonctions définies aux Chapitres IX et X de la Charte des Nations Unies.

16. En établissant des relations avec une organisation non gouvernementale aux fins de consultations, le Conseil distingue entre :

a) Une organisation qui s'intéresse à la plupart des activités du Conseil et de ses organes subsidiaires peut fournir la preuve qu'elle est en mesure de contribuer sur le fond et de façon suivie à la réalisation des objectifs des Nations Unies dans les domaines indiqués au paragraphe 1 ci-dessus, dont les activités concernent de très près la vie économique et sociale des populations des régions représentées et dont les adhérents, qui doivent être en nombre important, sont largement représentatifs de secteurs importants des populations d'un grand nombre de pays de différentes régions du monde (le statut accordé à une organisation de cette nature est dit statut consultatif général);

b) Une organisation dont la compétence particulière et l'action s'exercent dans quelques-uns seulement des domaines d'activité du Conseil et de ses organes subsidiaires et qui est réputée dans le domaine pour lequel elle a demandé le statut consultatif (le statut accordé à une organisation de cette nature est dit statut consultatif spécial).

17. Une organisation qui s'occupe des droits de l'homme et de l'assistance humanitaire doit, pour obtenir le statut consultatif spécial à ce titre, avoir dans ces domaines des activités internationales de portée générale et ne pas seulement considérer les intérêts d'un groupe ou d'une nationalité particuliers ou les conditions régnant dans un seul État ou un groupe restreint d'États. Une attention particulière est accordée aux demandes de statut consultatif émanant d'organisations humanitaires dont les activités visent avant tout à combattre le colonialisme, la xénophobie, le racisme, la discrimination raciale, l'épuration ethnique et autres violations manifestes des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Groupe des 77).

- L'Australie et les États-Unis proposent de supprimer le paragraphe 17 de la résolution 1296 et les variantes suggérées.
- L'Union européenne retire sa proposition (variante 1 dans E/1995/83/Add.1) et appuie la proposition de l'Australie et des États-Unis.

18. Le statut consultatif peut être accordé à une organisation de premier plan dont l'une des visées primordiales est de contribuer à la réalisation des buts, objectifs et fins de l'Organisation des Nations Unies et de faire mieux comprendre l'action de celle-ci.

19. Une organisation qui n'est pas dotée du statut consultatif général ou spécial mais dont le Conseil, ou le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies après avoir consulté le Conseil ou le Comité chargé des organisations non gouvernementales, estime qu'elle peut parfois, pour des questions relevant de son domaine de compétence, apporter une contribution utile aux travaux du Conseil, de ses organes subsidiaires ou d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, peut être inscrite sur une liste (dénommée la Liste). Peut également être inscrite sur cette liste une organisation ayant le statut consultatif ou une qualité analogue auprès d'une institution spécialisée ou d'un organe de l'Organisation des Nations Unies. Une organisation inscrite

sur la Liste doit être prête à remplir son rôle consultatif à la demande du Conseil ou de ses organes subsidiaires. L'inscription sur la Liste ne doit pas être considérée comme un titre permettant à l'organisation intéressée d'obtenir sur demande le statut consultatif général ou spécial.

Quatrième partie

CONSULTATIONS AVEC LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Ordre du jour provisoire des sessions du Conseil

20. L'ordre du jour provisoire du Conseil économique et social est communiqué aux organisations dotées du statut consultatif général ou spécial ou inscrites sur la Liste.

21. Une organisation dotée du statut consultatif général peut proposer au Comité chargé des organisations non gouvernementales de demander au Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour provisoire du Conseil une question qui intéresse spécialement cette organisation.

Représentation en séance par des observateurs

22. Les observateurs autorisés d'une organisation dotée du statut consultatif général ou du statut consultatif spécial peuvent assister aux séances publiques du Conseil et de ses organes subsidiaires. Les observateurs d'une organisation inscrite sur la Liste peuvent assister à celles de ces séances qui sont consacrées à des questions relevant du domaine d'activité de cette organisation. Cette faculté d'assister aux séances peut être assortie d'autres modalités de participation.

Communications écrites

23. Une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial peut présenter au sujet de questions qui sont de sa compétence particulière des communications écrites présentant un intérêt pour les travaux du Conseil. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet la communication aux membres du Conseil, sauf si elle est périmée, par exemple si elle a été diffusée sous une autre forme ou si une décision a déjà été prise sur le sujet traité.

24. La présentation et la diffusion des communications écrites obéissent aux règles suivantes :

- a) La communication doit être rédigée dans l'une des langues officielles;
- b) La communication doit parvenir assez tôt au Secrétaire général pour que celui-ci ait le temps, avant de la diffuser, de tenir les consultations appropriées avec l'organisation dont elle émane;
- c) Avant de présenter la communication sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire général peut faire au cours des consultations;

d) Une communication émanant d'une organisation dotée du statut consultatif général est diffusée in extenso si elle ne comporte pas plus de 2 000 mots. Si la communication dépasse 2 000 mots, l'organisation dont elle émane doit fournir, pour diffusion, un résumé ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail. Une communication est diffusée in extenso si le Conseil ou le Comité chargé des organisations non gouvernementales le demande expressément;

Variante 2 : L'Australie et le Canada proposent d'ajouter "ou spécial" après "du statut consultatif général". **[DÉCISION À PRENDRE]**

Variante 3 : Le Groupe des 77 propose de préciser ultérieurement le nombre maximum de mots. **[DÉCISION À PRENDRE]**

e) Une communication émanant d'une organisation dotée du statut consultatif spécial ou inscrite sur la Liste est diffusée in extenso si elle ne comporte pas plus de 500 mots. Si la communication dépasse 500 mots, l'organisation doit en fournir un résumé pour diffusion; néanmoins, cette communication est diffusée in extenso si le Conseil ou le Comité chargé des organisations non gouvernementales le demande expressément;

Variante 2 : L'Australie et le Canada proposent de supprimer "dotée du statut consultatif ou" dans la première phrase. **[DÉCISION À PRENDRE]**

Variante 3 : Le Groupe des 77 propose de conserver l'alinéa e) de la résolution 1296 en précisant ultérieurement le nombre maximum de mots. **[DÉCISION À PRENDRE]**

f) Le Secrétaire général peut, en consultant le Président du Conseil, le Conseil ou le Comité chargé des organisations non gouvernementales, inviter les organisations inscrites sur la Liste à présenter des communications écrites. Ces communications sont régies par les dispositions des alinéas a), b), c) et e) ci-dessus;

Variante 1 : L'Australie et le Canada proposent de supprimer la disposition 24 f) de la résolution 1296 (XLIV) si la disposition 24 e) vise les organisations non gouvernementales inscrites sur la Liste. **[DÉCISION À PRENDRE]**

Variante 2 : Le Secrétaire général peut, avec l'assentiment du Conseil, du Bureau du Conseil ou du Comité chargé des organisations non gouvernementales, obtenu lors de consultations, inviter une organisation inscrite sur la Liste à présenter des communications écrites. Ces communications sont régies par les dispositions des alinéas a), b), c) et e) ci-dessus (Groupe des 77). **[DÉCISION À PRENDRE]**

g) Le Secrétaire général diffuse la communication ou le résumé, selon le cas, dans les langues de travail, ainsi que dans toute langue officielle voulue si un membre du Conseil le demande.

Exposés oraux en séance

25. a) Si aucun organe subsidiaire du Conseil n'est compétent dans un domaine important qui intéresse le Conseil et des organisations dotées du statut consultatif général, le Comité chargé des organisations non gouvernementales peut recommander au Conseil d'entendre des organisations dotées de ce statut au sujet de la question qui l'intéresse. Le Comité recommande au Conseil les organisations dotées du statut consultatif général que le Conseil devrait entendre et les questions sur lesquelles devraient porter leurs exposés. Une organisation ainsi recommandée est autorisée à faire un seul exposé devant le Conseil, sous réserve de l'assentiment de ce dernier;

b) Lorsque le Conseil se prépare à examiner au fond une question proposée par une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général et inscrite à son ordre du jour, cette organisation est autorisée à faire devant lui, s'il convient, un exposé oral pour présenter cette question. Au cours du débat sur celle-ci, le Président du Conseil peut, avec l'assentiment de l'organe intéressé, inviter l'organisation à faire encore un exposé pour apporter des précisions.

Cinquième partie

CONSULTATIONS AVEC LES COMMISSIONS ET AUTRES ORGANES
SUBSIDIAIRES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Ordre du jour provisoire des sessions

26. L'ordre du jour provisoire des sessions des commissions et autres organes subsidiaires du Conseil est communiqué aux organisations dotées du statut consultatif général ou spécial ou inscrites sur la Liste.

27. Une organisation dotée du statut consultatif général peut proposer des questions à inscrire à l'ordre du jour provisoire d'une commission, sous réserve des dispositions ci-après :

Variante 2 : L'Australie et le Canada proposent d'ajouter "ou spécial" après "dotée du statut consultatif général". **[DÉCISION À PRENDRE]**

a) Une organisation qui désire proposer une question doit en informer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moins 63 jours avant l'ouverture de la session; avant de faire une proposition formelle, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que peut faire le Secrétaire général;

b) La proposition, accompagnée de la documentation indispensable, doit être présentée au plus tard 49 jours avant l'ouverture de la session. La commission inscrit la question à son ordre du jour si les deux tiers au moins des membres présents et votants en décident ainsi.

Représentation en séance par des observateurs

28. Les observateurs autorisés d'une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial peuvent assister aux séances publiques des commissions et des autres organes subsidiaires du Conseil. Les observateurs d'une organisation inscrite sur la Liste peuvent assister à celles de ces séances qui sont consacrées à des questions relevant du domaine d'activité de cette organisation. Cette faculté d'assister aux séances peut être assortie d'autres modalités de participation.

Communications écrites

29. Une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial peut présenter au sujet de questions qui sont de sa compétence particulière des communications écrites présentant un intérêt pour les travaux d'une commission ou d'un autre organe subsidiaire. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet la communication aux membres de la commission ou de l'organe subsidiaire, sauf si elle est périmée, par exemple si elle a été diffusée sous une autre forme ou si une décision a déjà été prise sur le sujet traité.

Variante 2 : L'Australie et le Canada proposent d'ajouter "ou inscrite sur la Liste" après "dotée du statut consultatif général ou spécial".
[DÉCISION À PRENDRE]

Variante 3 : ~~SUPPRIMÉ~~ (selon "Convention" du 28 février 1996). [Le Japon, les États-Unis et la Fédération de Russie proposaient d'ajouter "Sous réserve de l'existence de ressources" au début de la deuxième phase.]

30. La présentation et la diffusion des communications écrites obéissent aux règles suivantes :

- a) La communication doit être rédigée dans l'une des langues officielles;
- b) La communication doit parvenir assez tôt au Secrétaire général pour que celui-ci ait le temps, avant de la diffuser, de tenir les consultations appropriées avec l'organisation dont elle émane;
- c) Avant de présenter la communication sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire général peut faire au cours des consultations;
- d) Une communication émanant d'une organisation dotée du statut consultatif général est diffusée in extenso si elle ne comporte pas plus de 2 000 mots. Si la communication dépasse 2 000 mots, l'organisation dont elle émane doit fournir, pour diffusion, un résumé de cette communication ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail. Une communication est diffusée in extenso si la commission ou l'organe subsidiaire le demande expressément;

Variante 2 : L'Australie et le Canada proposent d'ajouter "ou spécial" après "dotée du statut consultatif général". [DÉCISION À PRENDRE]

Variante 3 : Le Groupe des 77 propose de préciser ultérieurement le nombre maximum de mots. **[DÉCISION À PRENDRE]**

e) Une communication émanant d'une organisation dotée du statut consultatif spécial est diffusée in extenso si elle ne comporte pas plus de 1 500 mots. Si la communication dépasse 1 500 mots, l'organisation doit fournir, pour diffusion, un résumé en un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail. Une communication est diffusée in extenso si la commission ou l'organe subsidiaire le demande expressément;

Variante 2 : L'Australie et le Canada proposent d'ajouter "ou inscrite sur la Liste" après "dotée du statut consultatif spécial". **[DÉCISION À PRENDRE]**

f) Le Secrétaire général peut, en consultant la commission ou l'organe subsidiaire ou leur président, inviter les organisations inscrites sur la Liste à présenter des communications écrites. Ces communications sont régies par les dispositions des alinéas a), b), c) et e) ci-dessus;

Variante 1 : L'Australie et le Canada proposent de supprimer la disposition 30 f) de la résolution 1296 si la disposition 30 e) vise les organisations non gouvernementales inscrites sur la Liste. **[DÉCISION À PRENDRE]**

Variante 2 : Le Secrétaire général peut, avec l'assentiment de la commission ou de l'organe subsidiaire ou de leur bureau, obtenu lors de consultations, inviter les organisations inscrites sur la Liste à présenter des communications écrites. Ces communications sont régies par les dispositions des alinéas a), b), c) et e) ci-dessus (Groupe des 77). **[DÉCISION À PRENDRE]**

g) Le Secrétaire général diffuse la communication ou le résumé, selon le cas, dans les langues de travail, ainsi que dans toute langue officielle voulue si un membre de la commission ou de l'organe le demande.

Exposés oraux en séance

31. a) Une commission ou un autre organe subsidiaire peut consulter une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs comités constitués à cette fin. Les consultations peuvent dans tous les cas avoir lieu à la demande de l'organisation elle-même;

Variante 2 : **SUPPRIMÉ** [le Canada proposait de remplacer dans la première phrase "peut consulter" par "doit normalement consulter"].

Variante 3 : L'Australie et le Canada proposent d'ajouter dans la première phrase, après "ou spécial" l'énoncé "ou inscrite sur la Liste". **[DÉCISION À PRENDRE]**

b) Une organisation inscrite sur la Liste peut être entendue par une commission ou un autre organe subsidiaire si cette commission ou cet organe le demande et si le Secrétaire général le recommande.

L'Australie et le Canada proposent de supprimer l'alinéa b) si l'alinéa a) est modifié. **[DÉCISION À PRENDRE]**

Études spéciales

32. Sous réserve des dispositions du règlement intérieur relatives aux propositions ayant des incidences financières, une commission ou un autre organe subsidiaire peut recommander qu'une organisation spécialement compétente dans un domaine particulier entreprenne certaines études ou enquêtes ou établisse certains documents à son intention. Les restrictions prévues aux alinéas d) et e) du paragraphe 30 ci-dessus ne s'appliquent pas dans ce cas.

Sixième partie

CONSULTATIONS AVEC LES COMITÉS SPÉCIAUX DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

33. Les consultations entre les comités spéciaux que le Conseil économique et social autorise à se réunir entre ses sessions et les organisations dotées du statut consultatif général ou spécial ou inscrites sur la Liste sont régies par les dispositions applicables aux consultations des commissions du Conseil avec ces organisations, à moins que le Conseil ou le comité spécial n'en décide autrement.

Septième partie

PARTICIPATION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES AUX PRÉPARATIFS ET AUX TRAVAUX DES CONFÉRENCES INTERNATIONALES CONVOQUÉES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Nouveau paragraphe :

Lorsqu'une organisation non gouvernementale est invitée à participer à une conférence internationale convoquée par l'Organisation des Nations Unies, son accréditation auprès de la conférence est exclusivement du ressort des États Membres, qui exercent cette prérogative par l'intermédiaire du comité préparatoire de la conférence. Avant d'accorder l'accréditation, il convient d'examiner comme il faut si l'organisation répond bien aux critères fixés pour l'obtenir.

La participation des organisations non gouvernementales aux conférences internationales des Nations Unies devrait obéir à un schéma général. Ces organisations devraient être associées à toutes les conférences des Nations Unies, non seulement celles qui sont consacrées aux questions économiques, sociales, de croissance économique ou de développement durable, mais aussi celles qui traitent des questions de désarmement, de finance, de commerce, de droit ou des questions humanitaires ou relatives aux droits de l'homme (Groupe des 77).

34. Une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général ou spécial ou inscrite sur la Liste et qui souhaite participer à une conférence internationale des Nations Unies portant sur les domaines économique ou social

/...

ou des domaines apparentés, ainsi qu'aux réunions de l'organe préparatoire de cette conférence, est accréditée à cette fin. Une organisation non gouvernementale non dotée du statut consultatif et qui souhaite être accréditée peut adresser au secrétariat de la Conférence une demande à cette fin, en se conformant aux dispositions énoncées ci-après.

- Le Groupe des 77 propose de supprimer dans la première phrase "portant sur les domaines économique ou social ou des domaines apparentés", estimant que cela correspondrait mieux à l'intitulé de cette septième partie.
- L'Union européenne propose de conserver le texte existant.
- La Fédération de Russie propose le texte suivant :

Le Conseil économique et social peut, conformément aux Articles 62 et 71 de la Charte des Nations Unies, inviter des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial ou inscrites sur la Liste à participer, si elles en manifestent le désir, à une conférence internationale des Nations Unies portant sur les domaines économique ou social ou des domaines apparentés. Ces organisations ayant déjà des relations avec le Conseil aux fins de consultations, elles sont habilitées à être accréditées auprès de la conférence. Les organisations non gouvernementales non dotées du statut consultatif mais désireuses d'être accréditées peuvent s'adresser pour cela au secrétariat de la conférence, en se conformant aux dispositions énoncées ci-après.

34.1. Le secrétariat de la conférence reçoit les demandes d'accréditation des organisations non gouvernementales désireuses de participer aux préparatifs et aux travaux de la conférence et procède à une première évaluation de ces demandes. Dans l'accomplissement de ces fonctions, le secrétariat de la conférence travaille en étroite coopération et coordination avec la Section des organisations non gouvernementales, au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, et se fonde sur les dispositions pertinentes de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social telle que révisée.

34.2. Toute demande d'accréditation doit être accompagnée de précisions sur le domaine de compétence de l'organisation et l'intérêt que ses activités présentent pour les travaux de la conférence et de son comité préparatoire, avec indication des aspects précis de ces travaux où l'apport de l'organisation peut être utile; la demande doit notamment comporter les renseignements suivants :

- a) But de l'Organisation;
- b) Aperçu des programmes et activités de l'organisation ayant un rapport avec la conférence et ses travaux préparatoires et indication du ou des pays dans lesquels ces programmes et activités sont exécutés. L'organisation doit confirmer l'intérêt qu'elle porte aux buts et objectifs de la conférence;
- c) Confirmation des activités menées par l'organisation aux niveaux national, régional ou international;

d) Exemple des rapports annuels et autres de l'organisation, accompagnés d'états financiers, et liste des sources de financement et des contributions, notamment des financements publics;

e) Liste des membres de l'organe directeur de l'organisation, avec indication de leur nationalité;

f) Description de la composition de l'organisation, avec indication du nombre total de membres et nom et répartition géographique des organisations affiliées;

g) Texte des statuts et/ou du règlement de l'organisation.

34.3. L'admissibilité d'une demande d'accréditation présentée par une organisation non gouvernementale souhaitant participer à la conférence et à ses travaux préparatoires, est déterminée en fonction des antécédents de l'organisation et de l'expérience qu'elle a des sujets traités à la conférence.

34.4. Le secrétariat de la conférence établit périodiquement une liste à jour des demandes reçues et la communique aux États Membres. Ces derniers peuvent présenter dans les 14 jours suivant réception de cette liste leurs observations concernant l'une quelconque des demandes ainsi portées à leur attention. Ces observations sont communiquées à l'organisation non gouvernementale intéressée, qui doit avoir la possibilité d'y répondre.

34.5. Si le secrétariat de la conférence juge, d'après les renseignements fournis conformément à la présente résolution, que l'organisation a prouvé sa compétence et l'intérêt que ses activités présentent pour les travaux du comité préparatoire de la conférence, il recommande à ce dernier d'accréditer l'organisation. Si le secrétariat de la conférence ne recommande pas l'accréditation, il informe le comité préparatoire des raisons de son refus. Le secrétariat de la conférence devrait faire en sorte que ses recommandations soient communiquées aux membres du comité préparatoire une semaine au moins avant le début de chaque session. Il doit notifier à l'organisation ayant présenté la demande les raisons pour lesquelles il n'a pas recommandé son accréditation, lui donner la possibilité de répondre aux objections motivant ce refus et fournir toutes les précisions complémentaires qui pourraient être requises.

34.6. Le comité préparatoire se prononce sur toutes les recommandations d'accréditation dans un délai de 24 heures à compter du moment où il est saisi en séance plénière des recommandations du secrétariat de la conférence. Si la décision n'est pas prise dans ce délai, une accréditation provisoire est accordée jusqu'à ce que le comité préparatoire se soit prononcé.

34.7. La décision définitive concernant une demande qui a suscité des observations peut être fondée sur les conclusions d'un groupe de travail à composition non limitée que le comité préparatoire peut juger nécessaire de créer à cette fin. Dans ce cas, il n'est pas accordé d'accréditation provisoire.

34.8. Une organisation non gouvernementale qui a été autorisée à participer à une session du comité préparatoire, y compris aux réunions préparatoires connexes des commissions régionales, peut assister à toutes sessions préparatoires ultérieures ainsi qu'à la conférence elle-même.

34.9. La conférence étant de nature intergouvernementale, une organisation non gouvernementale ne peut participer aux négociations ni pendant les travaux de la conférence ni pendant les travaux préparatoires.

- La Fédération de Russie propose de supprimer ce paragraphe.
- Le Groupe des 77 propose d'ajouter à la fin de cette disposition "Sa contribution, néanmoins, est hautement appréciable,".
- L'Union européenne est elle aussi pour la suppression de ce paragraphe, mais propose un texte de compromis ainsi conçu :
"La conférence et les travaux préparatoires étant de nature intergouvernementale, la participation active d'une organisation non gouvernementale, tout en étant bienvenue, n'implique pas que cette organisation soit autorisée à intervenir directement dans les négociations".

34.10. Une organisation non gouvernementale accréditée auprès de la conférence peut être autorisée à faire une brève déclaration devant le comité préparatoire et la conférence réunis en séance plénière et devant leurs organes subsidiaires, cette autorisation étant accordée selon l'usage établi par l'Organisation des Nations Unies, à la discrétion du Président et avec l'assentiment de l'organe intéressé.

34.11. Une organisation non gouvernementale accréditée auprès de la conférence peut présenter pendant les travaux préparatoires les communications écrites qu'elle juge appropriées, rédigées dans les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies. Ces communications ne sont pas publiées comme documents officiels, sauf dispositions contraires du règlement intérieur adopté par l'Organisation des Nations Unies.

34.12. Une organisation non gouvernementale non dotée du statut consultatif qui participe à la conférence et qui souhaite par la suite obtenir ce statut doit pour cela remplir les formalités habituelles établies par la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social telle que révisée. En examinant cette demande de statut consultatif, le comité chargé des organisations non gouvernementales, conscient qu'il importe que les organisations non gouvernementales qui assistent à une conférence participent également aux travaux consécutifs à celle-ci, se fonde sur les documents que l'organisation avait fournis pour être accréditée auprès de la conférence et sur tous les renseignements complémentaires qu'elle peut communiquer pour prouver qu'elle a la volonté, la compétence et les moyens de contribuer à la mise en oeuvre des décisions de la conférence. Afin que l'organisation puisse apporter cette contribution de suivi, le Comité examine sa demande de statut consultatif dans les meilleurs délais. En attendant la décision du Comité, le Conseil économique et social détermine si l'organisation peut être autorisée à participer aux travaux consécutifs à la conférence qui sont menés en commission technique.

34.13. La suspension et le retrait, à quelque stade que ce soit, de l'accréditation d'une organisation non gouvernementale auprès d'une conférence internationale convoquée par l'Organisation des Nations Unies sont régis par les dispositions pertinentes de la présente résolution. (Ancien par. 38.1)

Huitième Partie

SUSPENSION ET RETRAIT DU STATUT CONSULTATIF

35. Une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial ou inscrite sur la Liste se conforme constamment aux principes régissant l'établissement et la nature des relations nouées avec le Conseil économique et social aux fins de consultations. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales examine périodiquement les activités de l'organisation, en se fondant sur les rapports qu'elle présente en application de la disposition 40 b) ci-après et des autres indications pertinentes, et détermine dans quelle mesure l'organisation s'est conformée aux principes régissant le statut consultatif et a contribué aux travaux du Conseil. Le Comité peut recommander au Conseil de suspendre ou de révoquer le statut consultatif d'une organisation qui n'a pas satisfait aux conditions imposées dans la présente résolution pour bénéficier de ce statut.

35.1. Si le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande la suspension ou le retrait du statut consultatif général ou spécial ou de l'inscription sur la Liste d'une organisation non gouvernementale, cette organisation doit être informée par écrit des raisons de cette recommandation et doit avoir la possibilité d'y répondre pour que le Comité étudie comme il convient cette réponse dans les meilleurs délais.

— La Fédération de Russie a des réserves à l'égard de ce paragraphe.

36. Le statut consultatif général ou spécial ou l'inscription sur la Liste d'une organisation non gouvernementale est soit suspendu, pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans, soit révoqué, dans les cas suivants :

a) Le Groupe des 77 propose :

S'il existe des éléments établissant de façon concluante soit que l'organisation est ouvertement ou secrètement sous l'influence d'un gouvernement qui, par des moyens financiers ou autres, l'incite à agir dans un sens contraire aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, soit qu'elle se prête à des pressions en recevant des fonds résultant d'activités criminelles comme le trafic de drogue, le blanchiment de capitaux ou le trafic d'armes;

L'Union européenne propose :

S'il existe des éléments établissant de façon concluante qu'un gouvernement exerce par des moyens financiers une influence occulte sur l'organisation, ou que des pressions peuvent être exercées du fait qu'elle reçoit des fonds résultant d'activités criminelles comme le trafic de drogue, le blanchiment de capitaux ou le trafic d'armes, pour l'inciter à agir dans un sens contraire aux buts et principes de la Charte des Nations Unies;

/...

b) Si l'Organisation abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement, contre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques et en contradiction avec les principes de la Charte;

- L'Union européenne propose de reprendre la disposition 36 b) de la résolution 1296 (XLIV) en y ajoutant l'énoncé qui est souligné ci-dessous :

Si l'Organisation abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement, contre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques et en contradiction avec les principes de la Charte, ou si elle cède les droits et privilèges dont s'assortit ce statut à une autre organisation qui se livre systématiquement à des activités de cette nature;

- Le Groupe des 77 propose de reprendre la disposition 36 b) de la résolution 1296 en y ajoutant l'énoncé qui est souligné ci-dessous :

Si l'Organisation abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement, contre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques et en contradiction avec les principes de la Charte, ou si elle cède les droits et privilèges dont s'assortit ce statut à d'autres organisations ou à des groupes qui se livrent à des activités de cette nature;

c) Si, au cours des trois années précédentes, l'organisation n'a apporté aucune contribution positive ou effective aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier aux travaux du Conseil économique et social ou de ses commissions ou autres organes subsidiaires;

d) (NOUVEAU) Si l'organisation cède les droits et privilèges dont s'assortit le statut consultatif à des particuliers ou à des groupes dont les activités sont contraires aux principes régissant l'octroi du statut consultatif, ou ne sont pas en totale conformité avec les principes régissant la nature des relations aux fins de consultations; (Groupe des 77)

e) (NOUVEAU) Si l'organisation montre, en abusant des privilèges que confère le statut consultatif, qu'elle n'est pas pénétrée des principes et buts de la Charte des Nations Unies. (Groupe des 77)

37. Le statut consultatif général ou spécial ou l'inscription sur la Liste est suspendu ou retiré par décision du Conseil économique et social, sur recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales.

38. Une organisation à laquelle le statut consultatif général ou spécial ou l'inscription sur la Liste a été retiré peut être autorisée à soumettre une nouvelle demande de statut consultatif général ou spécial ou d'inscription sur la Liste trois ans au plus tôt après la date à laquelle le retrait a pris effet.

38.1. [Paragraphe reporté dans la septième partie (devenu par. 34.13)].

Neuvième partie

COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

39. Les membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales sont élus par le Conseil économique et social qui assure une représentation géographique équitable, conformément à ses résolutions pertinentes² et aux dispositions applicables de son règlement intérieur³. Le Comité élit son président et les autres membres du bureau selon qu'il convient.

40. Les fonctions du Comité sont les suivantes :

[NOUVEAU] Le Comité est chargé de suivre régulièrement l'évolution des relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Pour ce faire, il tient avant chacune de ses sessions, et à d'autres moments si nécessaire, des consultations avec les organisations dotées du statut consultatif afin d'examiner les questions se rapportant aux relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales et qui l'intéressent ou intéressent les organisations consultées. Un rapport sur ces consultations est communiqué au Conseil, pour suite à donner.

a) Le Comité tient une session ordinaire annuelle, avant la session de fond du Conseil économique et social et si possible avant les réunions des commissions techniques du Conseil, pour examiner les demandes de statut consultatif général ou spécial, d'inscription sur la Liste ou de reclassement soumises par des organisations non gouvernementales et pour présenter au Conseil des recommandations à leur sujet. Lorsque le Conseil a donné son approbation, le Comité peut tenir d'autres réunions s'il le juge nécessaire pour accomplir ses fonctions. Les organisations doivent tenir dûment compte de toute observation d'ordre technique que peut faire le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au reçu des demandes à transmettre au Comité. Les demandes parvenues au Secrétaire général au moins six mois avant la session ordinaire du Comité sont examinées à ces sessions si les membres du Comité ont reçu six semaines au plus tard avant cet examen suffisamment de renseignements à l'appui de ces demandes. Si une organisation demande une nouvelle fois le statut consultatif, ou demande un nouveau classement, le Comité examine sa demande au plus tôt pendant la première session tenue la deuxième année qui suit la session où la précédente demande avait été examinée au fond, sauf s'il en a décidé autrement lors de cet examen antérieur;

b) Une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial doit présenter tous les quatre ans au Comité chargé des organisations non gouvernementales, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'ONU, un bref rapport sur ses activités, notamment en ce qui concerne l'appui qu'elle a

² Résolutions 1099 (XL) et 1981/50, et décision 1995/304.

³ Article 80.

apporté aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Se fondant sur les conclusions auxquelles il parvient après avoir examiné ce rapport et sur les autres indications pertinentes, le Comité peut recommander au Conseil tout reclassement qu'il juge approprié en ce qui concerne le statut de l'organisation considérée. Toutefois, il peut, dans des cas exceptionnels, demander à une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial ou inscrite sur la Liste de lui présenter un rapport entre les dates normalement prévues pour cela;

c) Le Comité peut consulter, à l'occasion des sessions du Conseil ou à tout autre moment dont il décide, une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial sur des questions de sa compétence qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour du Conseil et sur lesquelles le Conseil, le Comité ou l'organisation demandent des consultations. Le Comité rend compte de ces consultations au Conseil;

d) Le Comité peut consulter, à l'occasion de n'importe quelle session du Conseil, une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial sur des sujets de sa compétence au sujet desquels le Conseil, le Comité ou l'organisation demandent des consultations et qui se rapportent à des questions précises inscrites à l'ordre du jour provisoire du Conseil; il recommande les organisations que le Conseil ou le comité compétent devraient entendre, conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 25 ci-dessus, et les questions sur lesquelles ces organisations devraient porter leurs exposés. Le Comité rend compte de ces consultations au Conseil;

e) Le Comité examine les questions dont il est saisi par le Conseil ou ses commissions au sujet des organisations non gouvernementales;

f) Le Comité, lorsqu'il le juge utile, consulte le Secrétaire général sur les questions qui concernent les dispositions autorisées par l'Article 71 de la Charte en vue de consultations ou qui découlent de ces dispositions;

f.1) Une organisation qui demande le statut consultatif doit prouver qu'elle existe depuis au moins deux ans à la date où le Secrétariat reçoit sa demande. Des pièces justificatives correspondantes doivent être adressées au Secrétariat;

f.2) **SUPPRIMÉ** (selon "Convention" du 28 février 1996). [Le texte proposé était le suivant : "Le Comité peut organiser des réunions-débats, des auditions ou des séminaires et inviter des experts à présenter des exposés sur des questions à l'étude ou d'actualité récente ayant un lien avec les travaux de l'Organisation des Nations Unies."]

f.3) **SUPPRIMÉ** (selon "Convention" du 28 février 1996). [Le texte proposé était le suivant : "Le Comité peut tenir des réunions sur des thèmes précis avec la participation des ONG intéressées, afin de renforcer la contribution de ces dernières à l'ensemble des travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires, y compris ceux concernant l'analyse des politiques, les activités de plaidoyer et la collaboration opérationnelle."]

41. Lorsqu'une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général demande l'inscription d'une question à l'ordre du jour du Conseil, le Comité considère notamment :

- a) Si la documentation présentée par l'organisation est suffisante;
- b) S'il semble que le Conseil puisse prendre à bref délai des décisions constructives au sujet de cette question;
- c) S'il ne serait pas préférable de soumettre la question à un organe autre que le Conseil.

42. Lorsque le Comité rejette la demande d'une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général tendant à faire inscrire une question à l'ordre du jour du Conseil, sa décision est sans appel, à moins que le Conseil lui-même n'en décide autrement.

Dixième partie

CONSULTATIONS AVEC LE SECRÉTARIAT

43. Le Secrétariat devrait prendre les dispositions matérielles nécessaires pour pouvoir s'acquitter des fonctions que lui assigne la présente résolution en ce qui concerne les relations avec les organisations non gouvernementales aux fins de consultations et l'accréditation de ces organisations auprès des conférences internationales convoquées par l'Organisation des Nations Unies.

44. Toute organisation dotée du statut consultatif peut consulter les fonctionnaires des services compétents du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur les questions d'intérêt commun. Ces consultations ont lieu à la demande de l'organisation ou du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

45. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut demander à une organisation dotée du statut consultatif général ou spécial ou inscrite sur la Liste de procéder à des études ou d'établir des exposés écrits sur des sujets déterminés, sous réserve des dispositions financières applicables.

46. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé, dans les limites des moyens dont il dispose, à offrir aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif des facilités qui comprennent :

- a) La communication rapide et bien organisée des documents du Conseil et de ses organes subsidiaires lorsque le Secrétaire général le juge utile;
- b) L'accès aux services de documentation de presse de l'Organisation des Nations Unies;
- c) L'organisation de discussions officielles sur les questions intéressantes particulièrement certains groupes ou organisations;
- d) L'utilisation des bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies;

e) Les locaux nécessaires aux conférences, ou réunions plus restreintes, que les organisations dotées du statut consultatif consacrent aux travaux du Conseil économique et social;

f) La possibilité d'assister aux séances publiques de l'Assemblée générale consacrées à des questions économiques ou sociales ou des questions apparentées et d'obtenir la documentation pertinente.

Onzième partie

CONCOURS DU SECRÉTARIAT

46.1. Le Secrétariat prête au Comité chargé des organisations non gouvernementales le concours dont celui-ci a besoin pour exécuter le mandat élargi qui lui est confié et qui permettra d'associer plus étroitement les organisations non gouvernementales aux activités. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est prié de fournir tous les moyens nécessaires à cette fin et de prendre toutes les mesures voulues pour améliorer la coordination entre les unités administratives du Secrétariat qui s'occupent des organisations non gouvernementales.

46.2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est prié de mettre tous les moyens en oeuvre, et notamment de tirer davantage parti des techniques modernes d'information et de communication, pour améliorer les opérations matérielles, entre autres la diffusion, sur une grande échelle et en temps voulu, d'informations sur les réunions, la distribution de la documentation, l'accès aux locaux de l'Organisation des Nations Unies et l'établissement de formalités transparentes, simples et rationalisées pour que les organisations non gouvernementales puissent participer aux réunions de l'Organisation, et pour favoriser une large participation de ces organisations.

46.3. Le Groupe des 77 propose :

Les organisations non gouvernementales, de même que les États Membres, les organisations intergouvernementales et les autres entités en mesure de le faire, sont encouragés à faciliter la participation des organisations non gouvernementales de pays en développement aux conférences des Nations Unies et aux activités consécutives à ces conférences, en soutenant le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales établi à l'Organisation des Nations Unies, en tirant pleinement parti des facilités qu'il offre et en créant de nouveaux dispositifs.

Le Canada propose :

Les gouvernements sont encouragés à tirer pleinement parti des dispositifs existants pour faciliter la participation des organisations non gouvernementales de pays en développement aux conférences des Nations Unies.

Le Japon propose :

Lorsqu'il est particulièrement important que les organisations non gouvernementales participent à une conférence ou réunion consacrée à un sujet

/...

économique ou social ou un sujet apparenté, la création d'un fonds de contributions volontaires ou d'un fonds extrabudgétaire peut être recommandée pour faciliter la participation des organisations non gouvernementales, en particulier les organisations des pays en développement, à cette conférence ou réunion avec un mandat clairement défini et en respectant les formalités établies.

- La Communauté européenne appuie la proposition du Canada et propose de reporter ce texte dans la septième partie.
- La Fédération de Russie propose d'insérer dans le texte proposé par le Canada, à la suite de "pays en développement", l'énoncé "et de pays en transition économique", ou de remplacer "de pays en développement" par "des pays les moins développés", et elle propose de reporter ce texte dans la septième partie.
- Les États-Unis appuient la proposition du Canada et proposent de reporter ce texte dans la septième partie.

46.4. Il conviendrait de renforcer/améliorer les moyens de la Section des organisations non gouvernementales, au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, notamment en établissant une base de données intégrées concernant les organisations non gouvernementales.

- Les États-Unis proposent d'insérer à la suite de "Il conviendrait" l'énoncé ", dans la limite des ressources disponibles,".
- La Communauté européenne propose de supprimer ce paragraphe.

46.5. Le Secrétaire général est prié de diffuser largement, par les voies appropriées, les présentes dispositions afin de faciliter la participation des organisations non gouvernementales de toutes les régions du monde.
